

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.939

François Hollande en visite les 21 et 22 août prochains

Appels au changement entendus ?



Dimanche, la bienveillance du gouvernement français vis à vis d'Israël a été unanimement dénoncée. C'est un élément nouveau ayant fait irruption dans le débat. François Hollande est interpellé. Un changement est attendu sur ce point, et ce n'est pas le seul.

La visite du chef de l'Etat a été finalement repoussée d'un mois. Ce délai a donné tout le temps à François Hollande et à ses conseillers de prendre connaissance des revendications des couches sociales ayant accès aux médias et d'y répondre. Pendant ce temps, les plus pauvres souffrent davantage et ils sont plus nombreux, car toujours plus de Réunionnais sont à la recherche d'un travail. C'est donc une convergence autour d'un refus de la politique menée par le gouvernement. Cette union pour le changement à La Réunion sera-t-elle entendue?

François Hollande devait venir à La Réunion les 25 et 26 juillet. Jamais la visite d'un chef de l'Etat n'avait eu lieu dans un tel climat. Habituellement, les détails du voyage sont mis en avant. Cette fois, c'étaient les inquiétudes de toutes les catégories sociales qui peuvent s'exprimer dans les médias. Leurs organisations ont acheté des pages de publicité dans le "JIR" et le "Quotidien" pour avoir l'assurance que leurs revendications parviennent telles quelles aux yeux du président de la République.

Du côté des syndicats, l'Intersyndicale avait appelé à une grève générale le 25 juillet, ponctuée d'un rassemblement devant la préfecture. Pour leur part, les jeunes de l'AJFER avaient prévu une action à Saint-Joseph, ville où le président de la République devait s'exprimer sur l'emploi. Pour l'AJFER, plus question de traiter les mutations au cas par cas, seule une réforme globale du système ouvrira de nouveaux droits aux Réunionnais afin qu'ils puissent plus facilement travailler au pays dans la fonction publique.

C'était surtout la menace de la filière canne qui était au cœur de l'événement. L'inquiétude des planteurs, des travailleurs de l'industrie et des usiniers est telle que François Hollande devait officiellement s'adresser à eux dans la cour de l'usine de Bois Rouge. En effet, après 2017, c'est la fin du quota sucrier et du prix garanti. C'est une menace mortelle sur 30.000 emplois directs et indirects. Pour obtenir une clarification, la CGPER avait lancé une grève générale des livraisons de canne à la veille de la venue de François Hollande.

Des revendications connues

En raison de la catastrophe de l'avion d'Air Algérie, François Hollande avait décidé de repousser sa visite. Comme l'initiale, celle prévue à la fin du mois sera une tournée dans l'océan Indien. Une modification est intervenue. François Hollande a choisi de se rendre à La Réunion, puis à Mayotte avant le sommet de la Commission de l'océan Indien. En juillet, le passage dans l'île aux Parfums était prévu après le sommet des chefs d'Etat de l'organisation de notre région. Cette inversion ne manquera pas de susciter des interprétations.

Mais le contexte est totalement chamboulé. François Hollande ne découvrira pas les revendications des partis politiques, des syndicats et des associations à sa descente d'avion. Il les connaît depuis le 25 juillet, et il a donc près d'un mois pour les étudier et y apporter des réponses.

Car entre la date de la visite initiale et de celle finalement prévue, la situation n'a pas évolué. Les raisons à l'origine de l'inquiétude sont toujours là. Pour apaiser la situation et aussi économiser au contribuable le prix d'un coûteux déplacement pour si peu de temps à La Réunion, le pouvoir avait la possibilité de faire depuis Paris les annonces inscrites durant les différentes séquences de la visite. Il a préféré un autre plan, il devra donc l'assumer jusqu'au bout.

Cela passe en particulier par une annonce claire sur le soutien ou pas de la France à la filière canne de La Réunion pour l'après 2017. Afin de garantir la survie, Paris devra non seulement obtenir de Bruxelles le maintien de l'autorisation du versement d'une aide annuelle de 90 millions d'euros, mais en plus cette enveloppe devra être augmentée de 38 millions par an.

Les nouveautés : sur-rémunération et Palestine

Il reste néanmoins trois événements qui ont marqué l'actualité entre les deux visites. Le premier est la démarche du PCR, informant la population qu'un rapport du Sénat remettant en cause la sur-rémunération a été publié le 9 juillet. Ce document demande une étude opérationnelle pour réformer le système actuel, afin qu'il puisse agir de

manière vertueuse au service des économies des pays de l'Outre-mer. Le second est le succès de la manifestation pour la paix en Palestine. Le Collectif "Nout tout'ansamb pour la Paix en Palestine" a réussi à mobiliser largement. Les élus sont au pied du mur, car le collectif leur demande de prendre position pour que la France cesse d'être bienveillante vis à vis de l'Etat d'Israël, prenne ses responsabilités pour condamner les crimes de guerre perpétrés par l'armée d'occupation à Gaza et en Cisjordanie, et agisse pour que cesse cette politique coloniale au Moyen-Orient.

Autrement dit, si les responsables politiques réunionnais sont à la hauteur de la mobilisation de dimanche, alors François Hollande devra aussi s'exprimer à ce sujet.

Les pauvres au programme?

La dernière inconnue est sans doute décisive. Ce sont les revendications des Réunionnais qui n'ont pas accès aux médias de masse pour s'exprimer. C'est la moitié de la population qui vit sous le seuil de pauvreté, et qui a participé largement à la victoire de François Hollande en 2012, sur la base du mot d'ordre "le changement c'est maintenant".

Mais depuis deux ans, la situation de cette moitié de La Réunion ne s'est pas améliorée. Plus grave, le gouvernement a supprimé le RSTA et la prime COSPAR, deux mesures qui avait fait sortir des milliers de Réunionnais de la grande pauvreté. Dans le programme des 25 et 26 juillet, la moitié de la population était oubliée. Cette injustice sera-t-elle réparée?

M.M.

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2013-2014

Enregistré à la Présidence du Sénat le 9 juillet 2014

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer (1) sur les niveaux de vie dans les outre-mer.

Par MM. Éric DOLIGÉ et Michel VERGOZ.

Édito

Sommes-nous revenus à la triste époque de l'ORTF et FR3?

La manifestation de soutien à la Palestine, dimanche à Champ Fleuri, a été sans conteste une réussite. Par le nombre de participants, la diversité des représentants ainsi que le niveau des interventions. Deux exceptions ont gâché l'ensemble: le discours vociférant de Huguette Bello qui s'était égarée de tribune et le compte rendu tendancieux de Réunion 1èreTV. Un téléspectateur de la chaîne publique ne saura jamais que Paul Vergès a proposé que tous, parlementaires et responsables de tous ordres, interpellent le Président de la République dès son arrivée dans 16 jours. Pourquoi cet ostracisme? Par contre, Vlody a eu une grande place alors qu'il n'a même pas pris la parole au meeting. Cela augure mal la couverture médiatique anti-démocratique du prochain voyage de Hollande, à La Réunion. Pourtant à la rédaction de la Télé, ils connaissent au moins 2 interpellations de marque.

D'abord, la semaine dernière, c'est Edwy Plenel, journaliste et fondateur de Médiapart, qui a écrit une longue tribune intitulée: «Monsieur le Président, vous égarez la France». Dès l'introduction, la critique est sans concession: «De l'alignement préalable sur la droite extrême israélienne à l'interdiction de manifestations de solidarité avec le peuple palestinien, sans compter l'assimilation de cette solidarité à de l'antisémitisme maquillé en antisionisme, François Hollande s'est engagé dans une impasse. Politiquement, il n'y gagnera rien, sauf le déshonneur. Mais, à coup sûr, il y perd la France.» Le footballeur Eric Cantona a partagé sa joie de lire ce texte et il a demandé

aux internautes d'inciter Hollande à la lire.

Ensuite, on a assisté à un tir groupé de 4 intellectuels Français de renom qui titrent collectivement: «M. Hollande, vous êtes comptable d'une certaine idée de la France qui se joue à Gaza». Le texte paru dans le journal Le Monde porte les signatures de Rony Brauman (Ex-président de MSF, professeur à Sciences Po), Régis Debray (Ecrivain et philosophe), Edgar Morin (Sociologue et philosophe, Directeur de Recherches émérite au CNRS) et Christiane Hessel (Veuve de Stéphane Hessel). Excusez du peu!

Mais alors pourquoi à Réunion 1ère, n'ont-ils pas signalé la présence du PCR? Que nous vaut ce traitement particulier que nous avons connu durant 30 ans? Sur le plan professionnel, ils auraient pu à minima passer des images d'archives des manifestations réunionnaises contre la guerre en Irak, en 2003, le jour du déclenchement de cette guerre criminelle par les Etats Unis qui n'hésitent pas, ouvertement, à fournir des armes à Israël pour tuer des enfants à Gaza et détruire des Ecoles. Souhaitons que nous ne sommes pas revenu au temps de l'ORTF et de FR3.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Sénat: «De fortes inégalités entretenues par les compléments de rémunération dans la fonction publique» –3–

Le poids des transferts sociaux dans la structure des revenus

Après avoir donné un coup de projecteur sur les très fortes inégalités et la proportion très importante des familles en situation de pauvreté, le rapport du Sénat sur le niveau de vie outre-mer s'intéresse à sa structure des revenus. Il constate le «poids des transferts sociaux» et la «très forte dépendance à l'égard des minima sociaux» qui constituent un moyen d'atténuer les situations de grande pauvreté. Voici un troisième extrait du rapport du Sénat remettant en cause la sur-rémunération, avec des inter-titres de Témoignages.

La composition des ressources des ménages ultramarins diffère assez sensiblement de celle des ménages hexagonaux.

Si la part des revenus d'activité est proche, 62,4% dans les DOM contre 60,5% dans l'hexagone en 2006, en revanche, la part des ressources issues de pensions de retraite demeure inférieure dans les outre-mer (14,6% dans les DOM contre 24,4% dans l'hexagone en 2006). Cette proportion est particulièrement faible à La Réunion et surtout en Guyane où la population est plus jeune, mais s'approche de celle de l'hexagone en Guadeloupe (16,3%) et surtout en Martinique (20,2%). Cependant, le niveau inférieur de la part des retraites dans les revenus d'activité s'explique aussi par la proportion importante de «petites retraites»: cela se vérifie en particulier aux Antilles où, selon des données émanant de la Direction générale des impôts, plus de la moitié des retraités vivaient en 2010 avec moins de 639,94 euros par mois, soit une somme inférieure au taux de pauvreté (803 euros par mois pour une personne seule au niveau national en 2010, correspondant à 50% du revenu médian). Cette situation était encore plus critique pour la Martinique où cette même année 53% des retraités vivaient avec un revenu mensuel de 551,75 euros. Ce phénomène s'explique notamment par le fait que l'application de la législation sur les retraites n'est parvenue que tardivement à son régime de croisière dans les DOM, à partir des années 1960, et que nombre de retraités ont des difficultés à reconstituer des carrières complètes.

«Très grande dépendance à l'égard des minima sociaux»

Quant à la part des prestations sociales, elle apparaît nettement plus élevée outre-mer et laisse entrevoir une très grande dépendance à l'égard des

minima sociaux.

Ainsi que l'indique le tableau ci-après, en 2006, les prestations sociales (allocations familiales, indemnités chômage, aides au logement, minima sociaux) représentaient en moyenne 20,8% des ressources des ménages domiens contre 10,4% des ressources des ménages hexagonaux, soit un rapport du simple au double. Leur proportion est particulièrement élevée à La Réunion (25,7%) et s'établit à 20,6% en Guyane, 17,6% en Guadeloupe et plus de 15% en Martinique.

À Mayotte, selon l'enquête «BdF» (2005), la part des revenus provenant des prestations sociales atteignait 31% chez les individus les plus pauvres. A contrario, les revenus d'activité représentaient 52% de leurs ressources totales.

Parmi les différentes prestations sociales, ce sont surtout les minima sociaux et les allocations familiales dont la part est supérieure outre-mer. En 2006, les minima sociaux représentaient en moyenne 6,4% des ressources des ménages dans les DOM contre 1,0% dans l'hexagone. Ils constituent près de 9% des ressources des ménages à La Réunion et environ 4,5% des ressources des ménages antillais. À La Réunion, on compte quelque 157 000 allocataires de minima sociaux en 2012, soit 20 000 de plus qu'en 2007. Si l'on inclut conjoints et ayants droit, ces minima font vivre le tiers de la population réunionnaise.

Le poids des prestations sociales est particulièrement élevé dans les ressources des ménages modestes. Mais au cours des deux dernières décennies, qu'ils appartiennent au premier quintile ou au cinquième quintile de niveau de vie, la quasi-totalité des ménages domiens a vu la part relative de ces transferts croître dans ses ressources, quel que soit le département concerné. À cet égard, il convient de garder à l'esprit l'alignement progressif, depuis les années 1990, de la législation sociale applicable aux DOM sur celle de l'hexagone. Après l'alignement des salaires minimum achevé en janvier 1996, celui du revenu minimum d'insertion

(devenu le RSA) a été réalisé en janvier 2002.

Aujourd'hui, d'après les indications transmises à vos rapporteurs par la DGOM, en incluant les conjoints et enfants à charge, une personne sur trois est couverte par les minima sociaux dans les DOM contre moins d'une sur dix dans l'hexagone.

Le rôle important des minima sociaux dans l'atténuation des situations de pauvreté outre-mer a été mis en évidence par l'INSEE pour La Réunion. Avant redistribution (versement des prestations sociales et paiement des impôts directs), 10% de la population réunionnaise ne déclarait disposer d'aucune ressource financière pour vivre; après redistribution, cette même population disposait d'un revenu inférieur à 390 euros par mois.

Les ménages des collectivités du Pacifique bénéficient également de revenus de transfert, qui ne sont cependant pas les mêmes, les collectivités détenant une compétence propre en matière fiscale et sociale. Cette situation rend difficiles les comparaisons avec le reste de la France. En 2008, selon l'ISEE, les revenus sociaux représentaient 59% des ressources monétaires mensuelles moyennes par unité de consommation des ménages calédoniens.

S'agissant de la Polynésie française, la DGOM indique que le niveau élevé des inégalités de revenus s'y explique en large partie par la faiblesse des mécanismes de compensation monétaire ou redistributifs à travers les prestations et la fiscalité directe sur les revenus. Selon l'étude de l'AFD de novembre 2010 intitulée «Les approches de la pauvreté en Polynésie française: résultats et apports de l'enquête sur les conditions de vie en 2009», les allocations monétaires publiques et les aides sociales comptent pour moins de 10% des revenus des 10% des ménages les plus pauvres, contre 35% de leurs revenus dans l'hexagone.

(à suivre)

Premier sommet entre la première puissance économique mondiale et notre continent

Etats-Unis/Afrique, un tournant pour Washington

Vu comme un sommet historique, le Forum Etats-Unis/Afrique, du 4 au 6 août à Washington, réunira les 54 chefs d'Etat et représentants de gouvernement des 54 pays africains invités à ce forum.

Le but pour les Etats-Unis est de renouer ses relations avec le continent, car l'envolée chinoise sur le continent depuis une quinzaine d'années devient un blocage pour les Américains qui tentent de trouver des alternatives à la raréfaction des ressources naturelles. Ces dernières sont présentes en Afrique.

Changement de perception de l'Afrique

Depuis quelques années, les pays émergents, comme l'Inde, le Brésil et la Chine en tête, ont créé une relation avec de nombreux pays africains, parvenant à installer leurs entreprises sur le sol du continent et à signer d'importants marchés. Amadou Sy, chercheur principal à la Brookings Institution, a expliqué au micro de RFI, a expliqué que l'Afrique est «un vaste réservoir de matières premières qui a très tôt aiguisé l'appétit des majors pétroliers et miniers américains». Mais les conflits armés ont freiné les investissements américains.

Cependant, «avec la découverte du gaz au Mozambique et du pétrole au Kenya et en Ouganda, on peut s'attendre à un regain d'intérêt pour le continent noir de la part des mastodontes américains d'hydrocarbures et de minéraux».

En effet, lors de sa visite dans plusieurs pays africains en mai 2014, le secrétaire américain au Commerce, Penny Pritzker avait souhaité redynamiser le commerce avec l'Afrique, en permettant notamment à 6.400 produits africains d'intégrer le marché américain avec une franchise des droits de douane. C'est la compétition avec la Chine a changé radicalement la perception américaine de l'Afrique, devenue clairement «une terre d'opportunités» économiques et commerciales.

Une forte concurrence

Le but était alors de booster les échanges bilatéraux, qui se situaient en 2013 à 26,8 milliards de dollars améri-

cains contre les 200 milliards de dollars américains des chinois. A la fin de sa visite, la secrétaire avait assuré que «les entreprises américaines sont de plus en plus informées de l'existence d'opportunités pour l'investissement, non seulement en Afrique de l'Ouest, mais à travers tout le continent».

Le sommet se tient actuellement à Washington entre dans la droite ligne voulue par Barack Obama. Il s'agit de contrecarrer l'avancée de la seconde puissance économique mondiale, la Chine, et des pays émergents, devenus incontournables dans les échanges commerciaux en Afrique. Pour cela, le gouvernement américain avait lancé les hostilités dès 2011, lors de la visite de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton en Afrique. Cette dernière avait mis en garde l'Afrique du «nouveau colonialisme» incarné par la Chine.

Une charge menée car «la concurrence grandissante en Afrique avec des anciennes puissances coloniales d'une part, et d'autre part avec des puissances nouvelles a certes été l'un des facteurs qui poussent aujourd'hui l'administration américaine à reconsidérer ses positions à l'égard du continent noir», a expliqué Amadou Sy.

«Le temps de l'Afrique est venu»

Cependant, aujourd'hui l'Afrique n'est pas seulement un continent de lutte d'Etat mais une zone économique en plein développement. Le continent s'en est mieux sorti que les pays occidentaux face à la crise économique et financière internationale. Au cours des dernières décennies, le continent est devenu l'une des régions les plus dynamiques du monde avec une croissance moyenne annuelle dépassant 5%. «Le temps de l'Afrique est venu» a assuré le chercheur.

L'Afrique offre d'importantes opportunités d'affaires pour les entrepreneurs américains dont les investissements actuels en Afrique représentent à peine 0,7% du total des capitaux américains investis dans le monde. Le sommet

devrait servir à Washington de mettre toutes les potentialités en perspective et de fixer les priorités avec la collaboration des leaders et décideurs africains. Ce serait pour les conseillers africanistes de Barack Obama, l'occasion d'élaborer une stratégie, pas «pour» l'Afrique, mais «ensemble» avec l'Afrique.

Madagascar et les Comores participent

Parmi les pays présents à ce Forum, le président malgache Hery Rajaonari-mampianina, entouré non pas de ses ministres de l'Industrie et du Commerce, mais de ceux de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Économie. Sa délégation a suscité des interrogations quant aux enjeux économiques et commerciaux de ce forum. De son côté, le président comorien Ikilou Dhoinine a décidé de participer à ce forum pour consolider ses relations avec les Etats-Unis, après notamment la signature le 6 juillet dernier, d'un accord de coopération entre les Forces militaires américaines et les Forces comoriennes de Défense.

Les relations entre les pays de la Zone Océan Indien devraient impacter sur La Réunion, dont les accords de coopération économiques et commerciaux peinent à se mettre en place. L'île se situe dans un centre géopolitique intense, entre l'Asie et l'Afrique, qui pourrait lui donner des perspectives de développement, si l'Etat français décide de mettre en place une politique africaine, adaptée à La Réunion.

Céline Tabou

Réunion Palestine Solidarité salue la résistance palestinienne et dénonce l'Etat français

«Que la lutte pour la liberté des Palestiniens continue!»

A l'initiative de Réunion Palestine Solidarité, un collectif d'associations, de partis politiques et de syndicats ont organisé avec succès un rassemblement pour la paix en Palestine, dimanche à Saint-Denis. C'est Daniella Schussler, président de Réunion Palestine Solidarité, qui a lancé la matinée. Voici des extraits de son discours.

Bonjour zot toute, Daniella présidente du Collectif Réunionnais Palestine Solidarité. Y fé plaisir voir autant de monde réunit pou la Palestine. Nou existe depuis presque 3 ans et nou la jamé vu ici un tel engouement. Pourtant, la Palestine lé occupé, colonisé, spolié, agressé, meurtri depuis plus de 60 ans. Manifester lé très important. Nou na le droit de manifester notre indignation surtout quand gouvernement y cautionne les crimes sionistes. Israël 4ème exportateur d'arme aurait le droit de se défendre contre la Palestine, territoires occupés qui serait les terroristes. Mi pense que tou le monde la vu le mensonge que l'Etat relayé par les grands médias y essaye fé voir à nou. Mais le monde entier lé plu dupe, les faits lé trop grave pour que nou avale sa, un millier de palestiniens dont femmes et enfants tués, milliers de blessés.

Les peuples du monde entier manifestent leur soutien au peuple palestinien. Les Palestiniens résistent et ne sont pas des terroristes comme on voudrait nous faire croire!

On a plus de respect pour les jeunes militants qui ont décidé de ne pas nous rejoindre tout de suite car ils ont surement besoin de prendre du recul sur toutes les informations qui circulent sur la question de la Palestine. Mais pour les organisations politisées, subventionnées et clairement de la même couleur politique que notre gouvernement français pro israélien.

On n'est pas dupe de constater que l'action n'arrive que maintenant, après des centaines et des centaines de morts... En Palestine, ya un seuil de victimes à atteindre avant qu'on veuille arrêter la tuerie là-bas ou un mort est un mort qu'il soit arabe ou juif? Quand le gouvernement a vu le tollé qu'avait généré leur communiqué pro israélien, ils ont voulu faire marche arrière mais c'est trop tard. Idem pour toutes les associations ici coiffées par Paris! Personne n'est dupe. Et ici, ça ne marche pas le chantage à l'antisémitisme, là-bas dès qu'on critique Israël on est taxé d'antisémitisme (ça c'est pour embrouiller tout le monde et faire croire que c'est une guerre de religion CE QUI EST FAUX!)

MAIS Ici c'est une terre de métissage, toutes les religions, cultures vivent en harmonie! On a pas de problème ek le zarab, lz chinois, le malbar et encore moins le juif alors vien pas fai croire à nou que nou lé raciste! Nou fé que critiquer un pays Israël qui piétine le droit international et les Palestiniens depuis toujours et nou demande JUSTICE, Donc Sanctions contre ISRAEL! Pourquoi? PARCE QUE Tant que nora point de Justice Nora poin de Paix! Lé logique! Et appeler au boycott d'Israël c'est pas raciste! Nou na rien contre les Israéliens. (...)

On veut des élus intègres

Un oppresseur, un oppressé,
- Soutien de la résistance

- Nombreux que pendant les massacres: faut que ça change! Résister avec les Palestiniens. Donc campagne BDS, vote pour des élus qui prennent position C'est bien M. Annette a mis les drapeaux en berne ce week end, mais nous on veut le drapeau palestinien. Il faut aller plus loin, que La Réunion se démarque de tous ces politiques sionistes qui cautionne la politique coloniale israélienne...

On veut des élus intègres et le reste suivra.

- Prise de conscience, faut se prendre en main, on est pour la Palestine. Le 8 juillet, début des bombardements israéliens à Gaza.

Il semble bien que l'Histoire de la Palestine est aujourd'hui à un tournant. Sur les traces de la résistance des Vietnamiens, des Algériens, des combattants du Hezbollah au Liban, les Palestiniens marchent vers la victoire. La sauvagerie du colonialisme juif n'a pas pu les faire plier.

RPS réaffirme son soutien inconditionnel à la résistance palestinienne pour la libération de la terre arabe de Palestine. Il dénonce l'abject soutien de l'Etat français aux massacres sionistes. Il souhaite rendre hommage à tous les Mar-

tyrs de cette cause qui ont donné leur vie pour la justice et la liberté en Palestine mais aussi dans le monde entier.

Pas ici pour soulager nos consciences

Rassemblements associatifs, politiques etc... et la suite? Il ne faut pas qu'on vienne ici pour soulager nos consciences ou notre culpabilité! Il faut que la lutte pour la liberté des Palestiniens continue! Pourquoi? Parce que ce que subit ce peuple depuis plus de 60 ans est intolérable. Parce que le colonialisme ne devrait plus exister en 2014! Qu'on arrête de nous laver le cerveau... Nous vivons une guerre médiatique les amis! Vous comprenez bien qu'en allumant la télévision, la radio, en lisant le journal, on peut avoir à faire à la propagande sioniste ...

A Gaza c'est tous les jours qu'il y a des problèmes

On ne peut parler de PAIX, de PAIX ENSEMBLE, de PAIX Tout De suite, De PAIX Maintenant, les termes ne manquent pas voyez vous... mais la Paix ne s'exige pas, la Paix ne s'impose pas par la force, la Paix c'est une volonté, un pas vers l'autre... Il n'y aura pas de Paix quand on décide de bombarder des enfants dans des écoles, des familles entières dans leurs maisons, des handicapés, des malades dans les hôpitaux... Les Palestiniens sont en train de subir le pire, Gaza vit un cauchemar en ce moment même, la résistance palestinienne se bat pour sauver son peuple et demain est un autre jour...

Nous ne sommes pas ici pour parler à la place des Palestiniens, c'est ne pas respecter leur lutte de libération, c'est au fond rester dans une forme de discours colonial, c'est parler comme Manuel Valls ou François Hollande... c'est trahir les palestiniens! Seul compte le soutien inconditionnel à la résistance armée du peuple palestinien pour la libération de toute la Palestine.

Palestine vivra Palestine Vaincra

Fonds vautours

Echec des négociations en Argentine

Depuis plusieurs semaines, la présidente argentine Cristina Kirchner et son ministre de l'économie, Axel Kicillof, tiennent tête aux trois fonds et aux quinze particuliers, qui veulent être remboursés en totalité. Cependant, le remboursement de la dette souveraine aux fonds entraînera une faillite du pays.

Devenu un enjeu politique, le défaut de paiement de l'Argentine pourrait la conduire dans un gouffre financier, similaire à la crise de 2001, qui a plongé le pays dans l'une des crises les plus difficiles du pays.

1,3 milliard à rembourser

«Un défaut de paiement signifie ne pas payer, mais être empêché de payer n'est pas faire défaut, ils devront inventer un autre mot!», a lancé Cristina Kirchner, présidente de la République devant la foule réunie à Buenos Aires. En effet, l'Etat argentin vient de s'acquitter de sa dette de 642 millions de dollars à destination des pays du Club de Paris, dans le cadre de l'accord conclu en mai 2014 sur le remboursement de 9,7 milliard de dollars d'arriérés.

En dépit de la bonne volonté affichée par le pays, 7% des créanciers, dont les fonds vautours, veulent être remboursés en intégralité, bien que 93% d'en eux aient accepté un décote de la dette. Le montant de remboursement s'élève à 1,3 milliard de dollars. Une somme qui pourrait entraîner une faillite du pays, déjà en mauvaise posture. La situation laisse planer une nouvelle crise, ressemblant à celle de 2001, qui a conduit plus de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté. Refusant dès le départ de payer, la présidente a assuré lors d'une conférence de presse dans le salon présidentiel dédié aux illustres femmes argentines: «ne comptez pas sur moi pour signer n'importe quoi».

Un enjeu politique

Le gouvernement argentin ne pen-

sait pas recevoir un avis défavorable de la part du juge fédéral américain Thomas Griesa, chargé de statuer sur ce dossier. «Le gouvernement était convaincu que le juge Griesa lui accorderait plus de temps. Il ne s'était tout simplement pas préparé à une autre éventualité, et ça s'est vu» a expliqué à Libération, le politologue Rosendo Fraga. Raison pour laquelle, la présidente Cristina Kirchner a adopté une stratégie radicale, en faisant d'un litige une cause nationale.

Un coup politique d'envergure, à un peu plus d'un an d'une élection présidentielle qui marquera la fin de l'ère Kirchner (2003-2015). Les autorités ont placardé dans tout le pays des affiches sur lesquelles étaient inscrites «La patrie ou les vautours», un slogan celui de la révolution cubaine: «La patrie ou la mort». Pour le sociologue Ricardo Rouvier, dans «Le Quotidien» du Luxembourg, «le gouvernement présente le contentieux comme un face-à-face entre la nation et les fonds vautours, ce qui met l'opposition en difficulté, car se mettre du côté des vautours n'est pas une option. C'est une tactique très efficace».

D'autant plus que la chef de l'Etat s'est érigé en symbole de résistance. Malgré le discours politique visant à dénoncer la mainmise des fonds américains sur l'économie du pays, les négociations n'ont pas abouti, contraignant l'Argentine à se déclarer en défaut de paiement partiel, depuis mercredi 4 août.

Une plainte déposée

En effet, les fonds vautour (également dits «spéculatifs», spécialisés dans le rachat de dettes à bas prix) ont remporté une longue bataille

judiciaire, en faisant condamner l'Argentine à verser 1,3 milliard de dollars. Face à cela, le pays a de nouveau accusé les fonds vautours d'exercer des manœuvres frauduleuses, et a décidé de saisir l'autorité boursière américaine (SEC), a indiqué lundi le chef du gouvernement argentin Jorge Capitanich.

L'Argentine va également demander formellement la révocation du médiateur nommé dans cette affaire, soupçonné de partialité. «Nous avons clairement observé des mécanismes d'utilisation d'information privilégiée et le jeu à trois bandes: c'est à dire, détenir des bons restructurés, des CDS (assurances sur défaut de paiement) et en plus un jugement», a déclaré le chef du gouvernement argentin Jorge Capitanich, vis-à-vis des fonds spéculatifs.

Pour ce dernier, «le juge a délégué aux fonds vautours la possibilité de concéder le stay (mesure suspensive du jugement), cela implique la perspective de manipuler le cours de valeurs boursières et d'avoir des informations privilégiées qui favorisent la volatilité des marchés pour générer des gains considérables». Ce qui signifie que la Commission nationale des valeurs (CNV) d'Argentine va notifier la Securities and Exchange Commission (SEC), organisme régulateur des opérations boursières aux Etats-Unis, a indiqué l'Agence France Presse.

Céline Tabou

L'école de la nuit (3)

La Grande Chaloupe

«Et comment elle t'est venue cette idée de vouloir entrer dans ce trou?, lui demande Lukas.

-À la fête Tangué, je me suis promenée avec mes parents, et j'ai vu ce tunnel. C'était comme s'il m'appelait.

-Amusant, fait Lukas.

-Très drôle en effet!», tranche Sigismond. Le contraste même entre ce qu'il vient de dire et son visage clôt à peine ouverte la conversation. En général, à lui revient de donner le ton à la conversation, avait remarqué Toilianti.

Sigismond est le plus populaire des garçons de Première, capitaine de l'équipe de foot à la fête du lycée. Délégué depuis la 6ème ou presque, il a l'habitude de paraître, il soigne son look de surfeur, joue des épaules devant ses camarades, se complait à lire des magazines de l'extrême, son père lui a promis de lui faire faire du parapente lorsqu'il aura 18 ans, c'est ce qu'il dit et répète. Enfin, il parle et rit fort, si bien que les filles se retournent à son passage. Mais dans ce tunnel, il n'y a pas de filles, en dehors de Toila, qui est une amie.

À la lueur de la torche qui les balaye, luisent les parois rocailleuses desquelles suinte l'humidité. Un goutte-à-goutte persistant égrène un tintement grêle un peu partout et approfondit le silence, on ne peut dire de quel côté ça provient. L'atmosphère se fait plus fraîche. Le faisceau lumineux fouaille la nuit révélant des cailloux aux formes étranges, fantasmagiques. L'obscurité déforme tout. Comme poussés par une force, ils avancent.

« Il ne fait pas chaud ici, remarque le grand.

-Toila, tu trembles?», fait Lukas.

Sigismond arrête sa marche pour éclairer sa camarade. L'autre profite de l'éclairage pour ôter sa veste et la mettre sur le dos de la jeune fille. Sigismond s'amuse à souffler de la buée avec sa bouche sous le faisceau de la torche, comme s'il était en métropole. Et amusé, il dit: « Alors, on continue? Vexée par son assurance, Toilianti répond: « Oui.»

Armé de sa torche, Sigismond reprend le pas, un peu plus rapidement, comme s'il voulait contrecarrer la décision de la jeune fille. Comme Toila

glisse sur un caillou, Lukas la rattrape du bras et la maintient contre lui respectueusement, à la fois pour la réchauffer et pour assurer son équilibre; la jeune fille l'a bien compris.

« Tu n'as pas les chaussures qu'il faut.»

Les trois ados progressent ainsi en silence pendant un temps indéfini, trébuchant parfois sur des rochers. Sigismond essaie d'égayer le silence en maniant la plaisanterie et la torche dont il promène le faisceau sur les parois du tunnel: « Il y a de ces ombres qui bougent comme ça, on dirait des trolls qui sortent des trous et qui vont nous bouffer, c'est fou cette impression que ça fait! Il y a une légende comme ça d'un cavalier sans tête qui sort des racines d'un vieil arbre...» Il devient volubile, non pas pour meubler, mais pour exorciser un silence qui se dévide inquiétant, lourd, le substituant à sa propre voix, mais celle-ci, multipliée par l'écho, résonne et revient comme une menace. C'est comme l'enregistrement de sa propre voix, que l'on découvre étrangère. Sensible à la gêne de son compagnon, Toila murmure: « C'est bon.»

Alors le silence retombe, plus dure et plus froid que la pierre. Les trois adolescents poursuivent leur progression précautionneuse, parfois Toilianti demande à Sigismond de les attendre, parfois il s'arrête de lui-même.

Et quand on regarde en haut, c'est comme lorsqu'on regarde derrière ou sur les côtés. Il y fait aussi noir qu'un four.

Ça fait combien de temps qu'ils marchent ainsi? Ils ne pourraient pas le dire. Le temps s'est figé comme la roche, ou alors il s'allonge comme un chewing-gum infiniment le long de la voie désaffectée pour disparaître dans l'abîme.

« Écoutez!», interrompt Sigismond. Ses compagnons l'imitent, ils se figent. « On marche derrière nous!», il se met à éclairer le puits noir du tunnel qui se referme derrière eux. Rien que la roche et l'infini indistinct de l'opaque aveugle. Après avoir bien inspecté l'abîme sans résultat, ils repartent, s'attachant à faire le moins de bruit possible. Un pas, lointain, derrière eux, reprend. Un murmure: «Tu entends?»

-Oui; ils s'arrêtent de nouveau, le bruit s'arrête - comme s'il se jouait de leur peur.

Jean-Charles Angrand.

(Suite au numéro de mardi)

